



# PRÉFET DE LA NIÈVRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle Environnement et Guichet Unique ICPE  
Tél : 03 86 60 71 46

## Arrêté N° 58-2020-09-17-002

**portant mise en demeure à la société DE.VA.EL, de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral réglementant, au titre des ICPE, sa plate-forme technique de traitement de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, implantée sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI (Nièvre)**

La préfète de la Nièvre  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU le code de justice administrative ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 58-2017-11-06-001 du 6 novembre 2017 autorisant la société DE.VA.EL, dont le siège social est situé CD 978, Pré des Morvandiaux – 58000 SAINT-ÉLOI, à exploiter une plateforme technique de traitement de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, au lieu-dit « Champ des Charbonnières » sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI (Nièvre) ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 58-2019-08-29-011 du 29 août 2019 mettant en demeure la société DE.VA.EL, située au lieu-dit « Champ des Charbonnières » – 58000 SAINT-ÉLOI, de se conformer à certaines des prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier en date du 28 juillet 2020, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU le projet d'arrêté, transmis à l'exploitant le 28 juillet 2020, en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;
- VU les observations et compléments apportés par l'exploitant sur le projet d'arrêté précité par courriers des 22 juillet et 13 août 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose, qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 1.1.3 de l'arrêté du 6 novembre 2017, susvisé, prescrit :

*« Tout remblaiement par apport de quelque matériau que ce soit est interdit sur les parcelles cadastrales suivantes 209, 1535, 1564, 1565, 1566, 1567 de la section cadastrale A de la commune de SAINT-ÉLOI, à la date du présent arrêté.*

*Le remblaiement avec des matériaux inertes ne peut avoir lieu que sur les parcelles cadastrales n° 208 et 1569 de la section cadastrale A de la commune de SAINT-ÉLOI, uniquement dans le cadre de l'aménagement de la plate-forme technique destinée à accueillir les installations classées réglementées par le présent arrêté et sous réserve d'une autorisation au titre du code de l'urbanisme. » ;*

**CONSIDÉRANT** que l'article 1.1.3.2 de l'arrêté du 6 novembre 2017, susvisé, prescrit :

*« Le pied de la pente, située en limite des parcelles des terrains cadastrés 209, 1535, 1565 et 1567 de la section cadastrale A de la commune de SAINT-ÉLOI, est arrêté à une distance horizontale minimale de cinq mètres par rapport à la rive gauche du ruisseau Le Guipasse.*

*(...)*

*La pente du talus est recouverte d'une couche de terre végétale sur une épaisseur suffisante et engazonnée ; aucun traitement phytosanitaire n'est autorisé sur cette zone des cinq mètres le long du cours d'eau .*

*L'inclinaison de la pente doit permettre de garantir la stabilité du talus en toutes circonstances.*

*L'exploitant renforce la ripisylve du ruisseau Le Guipasse avec des essences locales, en maintenant celles déjà plantées, de sorte à limiter un éventuel transfert vers le cours d'eau. (...) » ;*

**CONSIDÉRANT** que l'article 1.5.3 de l'arrêté du 6 novembre 2017, susvisé, prescrit :

*« Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.2.*

*Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996, modifié. »*

**CONSIDÉRANT** que l'article 2.3.2 de l'arrêté du 6 novembre 2017, susvisé, prescrit :

*« L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage environnant.*

*(...)*

*Un merlon en terre d'une hauteur minimale de quatre mètres, agrémenté sur ses faces extérieures d'arbustes en mélange et de plantes « tapissantes », est aménagé à l'intérieur du site le long des limites de propriété sud et est du site classé au titre des ICPE. » ;*

**CONSIDÉRANT** que l'article 2.3.3 de l'arrêté du 6 novembre 2017, susvisé, prescrit :

*« L'exploitant assure un entretien régulier des aménagements qu'il met en œuvre pour la création de la plate-forme technique objet du présent arrêté.*

*Il procède périodiquement à la tonte des surfaces engazonnées et au broyage des plantes et arbustes empêchant l'écoulement des eaux pluviales.*

*Il assure la destruction régulière des plantes envahissantes, colonisatrices des surfaces artificielles créées par l'aménagement de la plate-forme, par des moyens appropriés respectueux de l'environnement et de la biodiversité locale. » ;*

**CONSIDÉRANT** que l'article 4.3.9 de l'arrêté du 6 novembre 2017, susvisé, prescrit :

*« La surface des parcelles de terrains cadastrés 209, 1535, 1564, 1565, 1566 et 1567 de la section cadastrale A de la commune de SAINT-ÉLOI devra être rendue étanche dans un délai maximal de 16 mois à compter de la date du présent arrêté avec a minima 30 cm de terres argileuses ou de tout autre matériaux d'efficacité équivalente, revêtues de terres végétales engazonnées ou de bétons, ou d'enrobés, ou d'autres matériaux.*

*Le niveau d'étanchéité de couche d'argile ou de tout autre matériaux d'efficacité équivalente est inférieur à 3.10<sup>-9</sup> m/h ; l'efficacité de l'étanchéité est vérifiée par un bureau d'études spécialisé.*

*L'engazonnement est effectué sans délai afin d'éviter le développement d'espèces végétales exotiques envahissantes ; si ces dernières viennent à s'implanter, l'exploitant met en place un plan d'action permettant d'en empêcher la prolifération. » ;*

**CONSIDÉRANT** que l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 août 2019 comporte deux erreurs de frappe, conduisant à faire référence à des articles erronés :

- ainsi l'exploitant doit être mis en demeure d'évacuer les déchets amiantés présents sur le site, et de justifier de leur évacuation vers un exutoire autorisé, en application de l'article 9.2 (et non 9.3.2),
- de même l'exploitant doit être mis en demeure de transmettre le procès verbal de bornage de son site, en application de l'article 1.2.3 (et non 12.3) ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite du 20 février 2020, l'Inspecteur de l'environnement a constaté que :

- le remblaiement se poursuit au-delà des parcelles autorisées n° 208 et 1569 et sans contrôle de la nature des matériaux déversés,
- la distance entre le pied du talus et la rive gauche du ruisseau le Guipasse est de l'ordre de 3 m ~ 3,5 m - la pente du talus n'est pas recouverte de terre végétale - l'inclinaison du talus ne garantit pas sa stabilité - aucune plantation n'a été effectuée pour renforcer la ripisylve du ruisseau,
- le merlon paysager prévu n'a pas été aménagé le long des limites de propriété sud et est du site,
- le talus bordant le ruisseau Le Guipasse est envahi de renouée du Japon,
- les parcelles 209, 1535, 1564, 1565, 1566 et 1567 n'ont pas été revêtues d'une couverture étanche,
- la présence de déchets amiantés, stockés (sur une parcelle non autorisée) dans des conditions non satisfaisantes (emballages dégradés), subsiste,
- les bornes n'ont pas pu être mises en évidence malgré le plan de bornage présenté ; l'une des bornes présentées n'est pas scellée, en outre le plan de bornage présenté ne correspond pas au périmètre constituant les limites du site classé au titre des ICPE, et ne répond donc pas aux exigences de l'article 1.2.3.

**CONSIDÉRANT** que l'acte de cautionnement solidaire constituant la garantie financière pour la plateforme technique exploitée par la société DE VA EL, arrivé à échéance le 30 juin 2020, n'a pas été renouvelé ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.1.3, 1.1.3.2, 1.2.3, 1.5.3, 2.3.2, 2.3.3, 4.3.9 et 9.2 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société DE.VA.EL de respecter les prescriptions des articles 1.1.3, 1.1.3.2, 1.2.3, 1.5.3, 2.3.2, 2.3.3, 4.3.9 et 9.2 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Nièvre ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1 - Objet**

La société DE.VA.EL, dont le siège social est situé CD 978, Pré des Morvandiaux – 58000 SAINT-ÉLOI, exploitant une plateforme technique de traitement de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, au lieu-dit « Champ des Charbonnières », sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI (Nièvre), est mise en demeure de respecter :

- **sans délai**, les prescriptions de l'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en stoppant toute opération de remblai, tant sur les parcelles cadastrales n° 209, 1535, 1564, 1565, 1566, 1567 de la section cadastrale A de la commune de SAINT-ÉLOI, que sur les parcelles n° 208 et 1569 qui ont déjà fait l'objet de l'aménagement de la plate-forme technique destinée à accueillir les installations classées réglementées par l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé ;
- **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en assurant la destruction régulière des plantes envahissantes, colonisatrices des surfaces artificielles créées par l'aménagement de la plateforme, par des moyens appropriés respectueux de l'environnement et de la biodiversité locale ;
- **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 1.5.3 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en adressant à la Préfète un nouvel acte de cautionnement constituant la garantie financière conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié ;
- **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en aménageant un merlon en terre d'une hauteur minimale de quatre mètres, agrémenté sur ses faces extérieures d'arbustes en mélange et de plantes « tapissantes » à l'intérieur du site le long des limites de propriété sud et est du site classé au titre des ICPE ;
- **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en :
  - rendant étanches les parcelles de terrains cadastrées 209, 1535, 1564, 1565, 1566 et 1567 de la section cadastrale A de la commune de SAINT-ÉLOI avec *a minima* 30 cm de terres argileuses ou de tout autre matériau d'efficacité équivalente, revêtues de terres végétales engazonnées ou de bétons, ou d'enrobés, ou d'autres matériaux.  
Le niveau d'étanchéité de couche d'argile ou de tout autre matériau d'efficacité équivalente sera inférieur à  $3.10^{-8}$  m/h ; l'efficacité de l'étanchéité sera vérifiée par un bureau d'études spécialisé.
- **dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 1.1.3.2 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en :
  - éloignant le pied du talus de la rive gauche du ruisseau Le Guipasse d'au moins cinq mètres,
  - rectifiant la pente du talus pour garantir sa stabilité en toutes circonstances,
  - recouvrant la pente du talus de terre végétale,
  - renforçant la ripisylve du ruisseau Le Guipasse avec des essences locales, en maintenant celles déjà plantées, de sorte à limiter un éventuel transfert vers le cours d'eau.

## **Article 2 – Sanctions**

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **Article 3 – Publicité et notification**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société DE.VA.EL.

#### **Article 4 – Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 5 – Exécution et copies**

- La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Nièvre,
- Le Maire de SAINT-ÉLOI,
- Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Nièvre, et dont l'original sera transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **17 SEP. 2020**  
La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation  
La Secrétaire Générale

Blandine GEORJON

